

## communiqué

Date

Le 22 juillet 1991

OTTAWA

Nº 167

Pour publication

JUR 26 199

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

## DES HAUTS FONCTIONNAIRES CANADIENS PARTICIPENT À UNE RÉUNION D'EXPERTS SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES EN HAUTE MER ORGANISÉE PAR LES NATIONS UNIES

M<sup>me</sup> Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et M. John C. Crosbie, ministre des Pêches et Océans, ont annoncé aujourd'hui que des hauts fonctionnaires de leurs ministères participaient à une réunion d'experts sur la conservation et la gestion des ressources biologiques de haute mer, organisée par les Nations Unies.

Les participants à la réunion, qui aura lieu du 22 au 26 juillet au siège des Nations Unies à New York, examineront les problèmes concernant la pêche en haute mer. On veut élaborer des lignes directrices générales qui permettront de faire appliquer effectivement les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives à la conservation des ressources halieutiques.

«La participation du Canada traduit l'extrême importance que notre pays accorde à la conservation des ressources biologiques marines, a déclaré M<sup>me</sup> McDougall. Le point de vue du Canada à l'effet qu'il faut prendre des mesures pour assurer la conservation des ressources biologiques de haute mer a été affirmé dans la récente déclaration des chefs d'État du G-7.»

Cette réunion, convoquée à la demande du Secrétaire général adjoint des Nations Unies responsable du Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer, rassemble des experts de 33 pays et organismes internationaux. Elle fait suite à une conférence sur la même question qui avait été organisée par le Canada à St. John's, en septembre 1990.

"La réunion des Nations Unies témoigne de la prise de conscience grandissante de la communauté internationale quant à la nécessité de mettre en place des mesures à l'échelle internationale afin d'éliminer la surpêche en haute mer et de veiller à ce que l'on



reconnaisse et protège pleinement les intérêts des États côtiers, a déclaré M. Crosbie. Les représentants du Canada joueront un rôle actif dans les discussions afin d'atteindre ces objectifs.»

Cette question sera également soulevée par la délégation canadienne à l'occasion de la prochaine réunion préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui se tiendra à Genève au mois d'août.

Les conclusions de la réunion de New York serviront de base pour la rédaction d'un rapport des Nations Unies.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias peuvent communiquer avec le :

Service des relations avec les médias Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada (613) 995-1874